

## Campagne sur la fourniture de services publics

### Lancement de haut niveau

**Samedi 30 juin 2018**  
*(heure à confirmer)*

**Nouakchott**

### Note conceptuelle

#### Contexte

1. Les dirigeants africains sont conscients de l'impact négatif que la corruption continue d'avoir sur leurs efforts de développement, notamment en ce qui concerne la croissance et les investissements. Des niveaux élevés de corruption exacerbent les inégalités et affectent de manière disproportionnée certains groupes, en particulier les pauvres, les femmes et les enfants. En Afrique subsaharienne, on compte 127 femmes âgées de 25 à 35 ans vivant dans la pauvreté extrême pour 100 hommes de la même tranche d'âge. Ce constat a été étayé dans *l'Indice d'évaluation des politiques et institutions nationales* publié par la Banque mondiale, qui montre qu'entre 2005 et 2016, les progrès accomplis par les pays d'Afrique subsaharienne en matière de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption dans le secteur public restent en deçà des attentes.

2. L'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique<sup>1</sup> de 2017 montre que des progrès ont été accomplis, quoique de façon non exhaustive. Au cours de l'année écoulée, seuls 18 pays africains ont enregistré une amélioration. Depuis 2013, des avancées ont été relevées dans 34 pays, mais un recul de la gouvernance en général a été mis en évidence dans pas moins de 20 autres<sup>2</sup>.

3. Le thème du sommet de l'Union africaine de 2018 est « Vaincre la corruption : une voie durable pour la transformation de l'Afrique »<sup>3</sup>. Il offre l'occasion de faire participer la population à une campagne célébrant les institutions qui assurent des services sans demander des pots-de-vin.

---

<sup>1</sup> Créée en 2006, la Fondation Mo Ibrahim se concentre sur l'importance critique de la gouvernance et du leadership en Afrique. L'une des principales initiatives de la Fondation est l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine, un outil qui mesure et suit la performance en matière de gouvernance dans les pays africains. Le rapport de l'Indice 2017 est disponible (en anglais) à l'adresse :

[http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2017/11/21165610/2017-IIAG-Report.pdf?\\_ga=2.118883145.1742384722.1529579901-19836748.1529579901](http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2017/11/21165610/2017-IIAG-Report.pdf?_ga=2.118883145.1742384722.1529579901-19836748.1529579901).

<sup>2</sup> L'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine est composé de quatre éléments servant d'indicateurs pour la mesure de la gouvernance globale. Ces éléments sont : a) sécurité et état de droit ; b) participation et droits de l'homme ; c) possibilités économiques durables ; et d) développement humain.

<sup>3</sup> Le trentième sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine s'est tenu à Addis-Abeba du 22 au 29 janvier 2018.

4. La corruption est devenue l'une des principales causes de la méfiance des citoyens à l'égard des pouvoirs publics. Les deux tiers des répondants à l'enquête la plus récente de l'Afrobaromètre<sup>4</sup> estiment que leur gouvernement s'acquitte mal de la mission consistant à améliorer le quotidien des pauvres et à lutter contre la corruption. Le rapport de Transparency International, *People and Corruption: Africa Survey 2015*, un élément du Baromètre mondial de la corruption, indique que 37 % des personnes interrogées dans 28 pays africains subsahariens pensent que la plupart ou la totalité des fonctionnaires de l'administration fiscale sont corrompus<sup>5</sup>.

5. En outre, dans le même rapport, on estime à 75 millions le nombre de personnes en Afrique subsaharienne ayant versé des pots-de-vin en 2014. Plus inquiétant est le fait que payer des dessous-de-table n'est pas nécessairement considéré comme un crime, ni comme la preuve d'une pratique de corruption.

6. La corruption imprègne tous les secteurs de la société africaine, mais c'est dans la fonction publique qu'elle est la plus prononcée. Le versement de pots-de-vin pour obtenir des services publics est devenu la norme dans tous les pays. L'Africain moyen estime qu'il devrait toujours donner un cadeau ou une somme symbolique en échange de tout service ou bien public qu'il reçoit.

7. D'après un rapport de 2017 de Corruption Watch, les citoyens sud-africains versent jusqu'à 1 550 rands de pots-de-vin pour obtenir des services publics. En Sierra Leone, les populations aisées consacrent près de 4 % de leur revenu au paiement de dessous-de-table, mais pour les pauvres, cette proportion est de près de 13 %<sup>6</sup>. En 2016, les Nigériens ont payé près de 82 millions de dollars de pots-de-vin, soit l'équivalent de 39 % du budget de l'éducation de l'État fédéral et des États combinés<sup>7</sup>.

8. La corruption au niveau individuel, particulièrement en ce qui concerne la prestation des biens et des services publics, appelle aujourd'hui plus que jamais une attention accrue, et ce dans le cadre des efforts actuels de lutte contre ce mal.

9. D'importants obstacles empêchent de lutter efficacement contre la corruption mineure. Ainsi, il arrive souvent qu'un citoyen ordinaire ne sache pas comment dénoncer des faits de corruption ou ne croie pas que le fonctionnaire corrompu puisse être puni. Il pourrait aussi craindre des représailles s'il dénonce le coupable. La moyenne africaine de 2017/18 pour une gouvernance transparente, un indicateur de l'état de droit, est de 0,42, soit bien inférieure à la moyenne mondiale qui est de 0,54. Faute de dénonciation et de répression, la culture de versement de pots-de-vin favorise davantage de corruption et en fait un cercle vicieux.

---

<sup>4</sup> Afrobaromètre est une série panafricaine d'enquêtes nationales sur les attitudes publiques dans les domaines de la démocratie, de la gouvernance et de la bureaucratie. On trouvera plus de détails (en anglais) sur ces enquêtes à l'adresse : <http://afrobarometer.org/>.

<sup>5</sup> Le rapport *People and Corruption: Africa Survey 2015*, un élément du Baromètre mondial de la corruption est une publication conjointe de Transparency International et Afrobaromètre. Il est disponible en anglais à l'adresse : [https://www.transparency.org/whatwedo/publication/people\\_and\\_corruption\\_africa\\_survey\\_2015](https://www.transparency.org/whatwedo/publication/people_and_corruption_africa_survey_2015).

<sup>6</sup> Corruption Watch, *The Time is Now: Working to End Corruption in South Africa. Annual Report 2017*, Transparency International (2017). Disponible à l'adresse : <https://www.corruptionwatch.org.za/wp-content/uploads/2018/04/Corruption-Watch-Annual-Report-04042018-FA-Single-Pages-CompressedV2-2.pdf>.

Plus d'informations sur Corruption Watch, une branche de Transparency International, sont disponibles sur le site : <https://www.corruptionwatch.org.za/>.

<sup>7</sup> Voir le rapport de l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine de 2017, disponible (en anglais) à l'adresse : [http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2017/11/21165610/2017-IIAG-Report.pdf?\\_ga=2.118883145.1742384722.1529579901-19836748.1529579901](http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2017/11/21165610/2017-IIAG-Report.pdf?_ga=2.118883145.1742384722.1529579901-19836748.1529579901).

## Justificatifs

10. La fourniture de services publics de base, tels que les soins de santé, l'éducation, l'eau et la justice, est une responsabilité fondamentale des pouvoirs publics. Dans de nombreux pays africains, le secteur public est caractérisé par la corruption, la faiblesse des mécanismes de responsabilisation, la recherche de profits et un manque d'efficacité.

11. On dispose de plus en plus de données montrant que les pauvres sont de loin plus touchés par le paiement de pots-de-vin que les riches. Manquant de ressources, les groupes les plus déshérités de la société dépendent souvent des pouvoirs publics pour la prestation de services sociaux. Cette situation les met en contact permanent avec des institutions et des fonctionnaires corrompus. De récentes études montrent que les pauvres en Afrique ont 11 % plus de risques que les riches de verser des pots-de-vin pour recevoir un service<sup>8</sup>. D'autres études indiquent que les pauvres sont plus fréquemment que les riches exposés aux demandes de pots-de-vin de la part d'institutions publiques<sup>9</sup>. En 2015, près de 22 % des Africains qui ont été en contact avec un service public ont eu à verser des pots-de-vin, le plus souvent à des policiers ou des magistrats<sup>10</sup>.

12. Renforcer le principe de responsabilité est indispensable pour améliorer l'efficacité du secteur public. La participation des citoyens améliore l'accès, la réactivité, l'inclusion et la responsabilisation dans la fourniture de services publics comme la santé, l'eau et l'éducation.

13. Le citoyen africain est un acteur incontournable dans la lutte contre la corruption dans les services publics. Il est toutefois impératif de changer l'état d'esprit selon lequel le versement de pots-de-vin est normal.

14. La campagne contre la corruption dans la prestation des services publics vise à permettre aux citoyens ordinaires de mettre en lumière des cas où ils ont pu bénéficier d'un service public sans corruption et sans avoir eu à verser un pot-de-vin.

15. En servant de cadre de dialogue et de communication d'information, la campagne offre aux citoyens des moyens d'agir et suscite un débat actif et véritable qui salue la prestation efficace de services publics et stimule l'action gouvernementale en faveur de réformes visant à faire cesser les pratiques de corruption afin de renforcer l'efficacité des services publics.

---

<sup>8</sup> Pfeiffer et Rose "Why Are the Poor More Vulnerable to Bribery in Africa? The Institutional Effects of Services", *Journal of Development Studies*, vol. 49, no 12.

<sup>9</sup> Justesen, M. et C. Bjornskov, *Exploiting the poor: Bureaucratic corruption and poverty in Africa*. *World Development*, 58, pp. 106-115.

<sup>10</sup> Voir le rapport de l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine de 2017, disponible en anglais à l'adresse : [http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2017/11/21165610/2017-IIAG-Report.pdf?\\_ga=2.118883145.1742384722.1529579901-19836748.1529579901](http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2017/11/21165610/2017-IIAG-Report.pdf?_ga=2.118883145.1742384722.1529579901-19836748.1529579901).

## **Objectifs de la campagne**

16. La campagne a pour objectif général de susciter un débat positif, tant au niveau individuel qu'institutionnel, en mettant à contribution les réseaux sociaux pour célébrer les institutions publiques fournissant des services exempts de corruption. Elle permettra de lier les citoyens aux affaires gouvernementales, de créer un flux d'informations sur les tendances positives et de soulager les citoyens de la pression liée au signalement de cas de corruption. Il s'agit en dernier ressort d'appuyer les efforts des pouvoirs publics concernant les réformes de lutte contre la corruption, le but étant de promouvoir une éthique de transparence, de confiance et de respect du principe de responsabilité dans la fourniture de biens et de services par les services publics africains.

## **Mécanisme de la campagne**

17. Les médias sociaux offrent les voies les meilleures et les plus rapides d'accès à l'information et à la communication pour le plus grand nombre de personnes, les jeunes en particulier. Ils peuvent servir de puissants outils d'analyse des politiques et de plaidoyer. La campagne elle-même sera menée en utilisant des réseaux sociaux, dans la mesure où il s'agit d'engager un débat avec les populations, de diffuser des informations et de permettre aux citoyens de donner leur avis et saluer la fourniture efficace de services publics.

## **Résultats escomptés**

18. Cette campagne permettra, entre autres résultats, de donner une vue d'ensemble dans les différents pays de l'ampleur de la corruption au sein des institutions qui concourent à la fourniture de services publics, ce qui peut servir de base au lancement de réformes. À plus long terme, elle devrait contribuer au dialogue et aux échanges entre des cadres et mécanismes institutionnels, tels que le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, et les citoyens, en particulier les femmes et les jeunes.

## **Structure**

19. Le lancement de haut niveau de la campagne, qui se déroulera en marge du trente et unième Sommet de l'Union africaine à Nouakchott, devrait voir la participation de personnalités de haut rang, notamment les ministres chargés de la communication et de la technologie, des affaires étrangères et des finances, ainsi que des parties prenantes clés, dont les médias. Une attention particulière sera accordée à la participation des jeunes, qui constitueront les principaux moteurs de la campagne.

---